

Unité départementale de la Côte-d'Or
DREAL
21 bd Voltaire
21079 Dijon

Dijon, le 07/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DIJON CEREALES

4 Boulevard de Beauregard
BP 4065
21600 Longvic

Références : 0005401977 / 248
Code AIOT : 0005401977

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2025 dans l'établissement DIJON CEREALES implanté 4 Boulevard de Beauregard BP 4065 21600 Longvic. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DIJON CEREALES
- 4 Boulevard de Beauregard BP 4065 21600 Longvic
- Code AIOT : 0005401977
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement est implanté sur 12 hectares sur la commune de LONGVIC (Référence cadastrale BW N° 6) et constitue une plateforme de distribution de produits et équipements agricoles. Le site est le stockage central de la coopérative pour notamment les produits agropharmaceutiques.

Le site est composé :

- d'un bâtiment destiné au stockage de produits phytosanitaires destinés à l'agriculture comprenant 5 cellules de stockage (produits toxiques, inflammables, soufrés et dangereux pour l'environnement) ;
- d'un bâtiment destiné au stockage de produits et matériels divers pour l'agriculture (produits non classés par la nomenclature), d'une chaufferie, d'un local de charge d'accumulateurs et d'un atelier d'entretien ;
- deux stockages extérieurs (stockages de bois et de bâches plastiques/ semences/terreau) ;
- d'un bâtiment administratif, siège social de l'entreprise ;
- d'une salle de réunion indépendante.

Les activités du site sont autorisées par arrêté préfectoral du 20 août 2001, complété par les arrêtés complémentaires des 24 juillet 2008, 1er août 2008 et 6 avril 2018.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Sans objet
2	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
5	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
6	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet
7	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47-1	Sans objet
8	État des stocks - information vulgarisée	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'issue de cette inspection, il apparaît que l'exploitant a mis en place le Plan de Prélèvements Environnementaux (PPE). Ce document détaille la stratégie de prélèvements à mettre en œuvre en cas d'incident (incendie, perte de confinement) pour évaluer l'impact environnemental et préciser les substances à analyser. L'efficacité du dispositif d'alerte du PPE a été testée.

Par ailleurs, conformément à l'article 47-1 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, l'exploitant a

mis en place un système qui permet d'obtenir en temps réel l'état des matières dangereuses présentes dans l'établissement. Les informations sont accessibles à distance, 24 heures sur 24, et incluent la nature, la quantité et la localisation précise des produits. Concernant l'article 47-2 du même arrêté, l'exploitant a démontré sa capacité à fournir rapidement les informations vulgarisées nécessaires en cas d'accident pour prévenir la population.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : SSH : Code de l'environnement R. 515-100 « Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. » [...]
Constats : Les trois dernières versions du POI datent de : <ul style="list-style-type: none">• Janvier 2025 (version P)• Juin 2024 (version O)• Juillet 2024 (version N) L'exploitant met régulièrement à jour son POI, notamment à la suite des retours d'expérience des exercices ou en cas de modifications sur le site. Les coordonnées des personnes à contacter sont également actualisées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : SSH : Code de l'environnement R. 515-100 « Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. »

SSB : Arrêté du 26/05/2014 Art. 5 « Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. »
Constats : L'inspection a vérifié la fréquence des exercices les plus récents. Des exercices POI ont été réalisés en 2021 (avec la participation des pompiers et de l'Inspection), puis en 2022, 2023 et 2024, ces deux derniers en présence de l'Inspection. La fréquence annuelle est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
Prescription contrôlée : « Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] » Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.
Constats : Le POI a été complété en 2024 par un Plan de Prélèvements Environnementaux Post-Incident(PPE) référencé 20559809/3/1 Q-1538673 R0_V2 du 06/06/2024. Par sondage, il a été vérifié que l'exploitant a bien prévu la recherche de substances spécifiques dans différents milieux : air, eau, sol, végétaux, et surfaces. Les modalités de prélèvement sont adaptées à chaque type de milieu (par exemple, prélèvement surfacique par essuyage ou flaconnage). Les points de prélèvement sont également définis en fonction des conditions météorologiques, notamment de la direction du vent.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
--

Prescription contrôlée :

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

[...]

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

Constats :

Une stratégie claire a été établie pour la réalisation des prélèvements environnementaux.

Le document contient un logigramme d'intervention (page 6) qui décrit la chronologie de déclenchement des prélèvements. Voici les principales étapes :

- Incident sur site
- Déclenchement de l'alerte
- Vérification si déclenchement POI/PPI (Plan d'Opération Interne/Plan Particulier d'Intervention)
- POI/PPI déclenché : mise en place d'une cellule de crise
- Appel du numéro d'urgence Bureau Veritas
- Transmission des informations nécessaires à l'intervention
- Confirmation de l'intervention par message écrit (mail ou SMS)
- Arrivée sur site en moins de 4 heures
- Prélèvements effectués selon le Plan de Prélèvements Environnementaux (PPE) et les instructions complémentaires du client
- Envoi des échantillons au laboratoire partenaire
- Transmission des rapports flash
- Transmission des rapports finaux

Ce logigramme détaille la séquence des actions à entreprendre dès qu'un incident nécessitant des prélèvements environnementaux se produit.

Les substances à analyser ont été sélectionnées en suivant plusieurs guides professionnels,

notamment ceux de TLF, UFCC, AFILOG, ainsi que les guides de l'INERIS sur la stratégie de prélèvement et l'analyse des fumées d'incendie (*Oméga 16*).

Pour la matrice« air », en cas d'incident ou d'accident, le protocole de mesure est basé sur les recommandations de l'INERIS. Ce protocole prévoit une série de 12 points de mesure : 1 point sur le site de l'incident, 3 points de référence, 8 points situés sous le panache de fumée.

Les fiches de déploiement précisent le positionnement des points de prélèvement pour l'ensemble des matrices (40 points identifiés à la page 25 et 26).

Les zones prioritaires pour ces mesures sont les lieux sensibles tels que les crèches, écoles, parcs, hôpitaux, cliniques et maisons de retraite, comme indiqué dans l'Annexe 4-2 du PPE (*RAP EA-PPE, version V08/2022*).

L'exploitant précise également la présence des éléments suivants : rose des vents, carte de positionnement des points de prélèvement, tableau des points de prélèvement selon deux scénarios de vents, carte des cours d'eau autour du site, carte de position des piézomètres.

Concernant le délai de réalisation d'analyses, le PPE stipule que l'astreinte opérationnelle de Bureau Veritas Exploitation, disponible 24h/24 et 7j/7, permet de garantir une intervention en cas d'événement dans les plus brefs délais. Les détails des délais sont donnés en fonction des jours de la semaine et des horaires dans le tableau de la page 5. Quelle que soit la situation, le délai est compris entre 4 et 10 heures en fonction de l'heure d'appel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

Prescription contrôlée :

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

[...]

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.

Constats :

Les personnes à contacter, tant du côté de l'exploitant (page 9) que du côté de Bureau Veritas (page 11), sont identifiées dans les documents annexés au PPE.

Le numéro d'astreinte est facile à trouver : en effet il est mis en évidence à la page 1 du PPE. Le jour de l'inspection, un appel test afin de vérifier l'efficacité du dispositif d'alerte a été réalisé par l'exploitant vers le numéro d'astreinte. L'appel a été passé par l'exploitant à 11h34. L'interlocuteur a répondu à 11h35. Il a été précisé qu'il s'agit d'un exercice. Les échanges ont suivi le modèle précisé dans l'annexe 7.

Le personnel intervenant pour la réalisation des analyses appartient à des laboratoires accrédités : Bureau Veritas Laboratoire, CARSO, EUROFINs, MICROPOLLUANTS, TOXILABO, QUAD-LABO (les numéros d'accréditation sont mentionnés à la page 12).

Observation 1

En revanche, le PPE ne précise pas exactement quelles analyses seront effectuées par quel laboratoire. Il a été vérifié par sondage que le laboratoire QUAD-LABO (N° 1-1578 rév. 14) est accrédité uniquement pour les analyses sur la matrice « air ».

L'exploitant doit veiller à ce que les analyses confiées à un laboratoire correspondent bien à son accréditation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9

Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition

Prescription contrôlée :

La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.

Constats :

La liste des substances et des produits de décomposition est fournie en annexe 5 : Substances, moyens et méthodes de prélèvement.

Différents milieux y sont représentés, et l'exploitant a adapté les substances recherchées en fonction des milieux concernés.

La liste des produits de décomposition n'appelle pas de remarques.

N° 7 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47-1

Thème(s) : Risques accidentels, État des matières

Prescription contrôlée :

Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître **la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.**

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les **différentes familles de mention de dangers des substances**, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques **4XXX** de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, **les grandes familles de produits**, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux **principaux risques présentés en cas d'incendie.**

Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages **de piles ou batteries, figurent spécifiquement.**

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

Constats :

L'exploitant a présenté un état de stock dématérialisé, accessible en temps réel à distance. Ce système se compose de deux fichiers complémentaires :

1. Un fichier exhaustif détaillant l'ensemble du stock.
2. Un fichier regroupant les matières stockées selon la nomenclature ICPE.

Ces fichiers sont accessibles à distance. Le fichier condensé (avec le regroupement de matières selon le classement ICPE), est envoyé quotidiennement aux responsables et au personnel d'astreinte (il s'agit de 10 personnes), sauf entre samedi soir et lundi matin (le stock ne variant pas le dimanche). Les deux fichiers répertorient précisément les quantités et l'emplacement des produits sur le site.

Les déchets ne sont pas inclus dans l'état de stock principal. Concernant la quantité des déchets non-dangereux, ils représentent moins de 1% du volume total des produits sur site. Les déchets non-dangereux (carton, papier, plastiques) n'excèdent pas 1,5 tonnes, compte tenu du volume des bennes disponibles (30 m³). Leur suivi est effectué via Trackdéchets. Les déchets issus des rubriques 4xxx (destruction de colis, péremptions) sont identifiés et quantifiés.

Pour l'évaluation des risques en cas d'incendie, l'accès aux fiches de données de sécurité (FDS) est assuré via le site spécialisé Quick FDS, dont l'utilisation est maîtrisée par les responsables et le personnel d'astreinte.

Il est à noter que l'exploitant ne stocke pas de piles ou batteries.

Enfin, l'accessibilité du POI (Plan d'Opération Interne) de janvier 2025 (version P) et des FDS sur le réseau informatique a été vérifiée et confirmée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : État des stocks - information vulgarisée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47-2

Thème(s) : Risques accidentels, Besoins d'information de la population

Prescription contrôlée :

Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une **information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets** présents **au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.**

Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation.

Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les dispositions de l'article 47 sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

Le fichier, déjà évoqué au point 8, regroupant les matières stockées selon la nomenclature ICPE, peut effectivement répondre aux besoins d'information de la population. Il est synthétique et fournit des informations compréhensibles et claires sur les caractéristiques et l'éventuelle dangerosité des matières stockées (combustible, toxique, dangereux pour l'environnement). Le fichier précise de façon simplifiée les zones de stockage de toutes les matières, et le POI contient les plans de stockage détaillés aussi bien pour les cellules de stockage agropharmaceutique (page 14) que pour les stockages des autres matières (page 16). Il indique également la quantité maximale autorisée pour chaque rubrique ainsi que la quantité réellement stockée. Le fichier est mis à jour quotidiennement et accessible à distance.

Les déchets ne sont pas compris dans ce fichier mais, comme présenté au point 8, ils représentent moins de 1% des matières stockées sur le site à l'instant t.

L'exploitant effectue un inventaire exhaustif au moins une fois par an. Le dernier date du 30 juin 2024 et le suivant est prévu le 28 mai 2025. L'inventaire concerne bien l'ensemble des matières stockées, aussi bien les produits relevant des rubriques 4xxx que les autres produits stockés sur le site, tout comme les produits non-classés. Des inventaires supplémentaires peuvent au besoin également être réalisés.

Type de suites proposées : Sans suite